



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

SYNTHÈSE DU COLLOQUE

LE CONGRÈS AMÉRICAIN SOUS LES PROJECTEURS
LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE 2006 ET LEUR IMPACT SUR LA POLITIQUE AMÉRICAINNE
ET LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'OBSERVATOIRE SUR LES ÉTATS-UNIS
DE LA CHAIRE RAOUL-DANDURAND
JEUDI 5 OCTOBRE 2006
MONTRÉAL

Synthèse préparée par
Francis David-Giasson
Marie-Ève Dumont
Pierre-Olivier Garand
Céline Huyghbaert
Patrick Lapierre

Le contexte et la mécanique des élections au Congrès

Le Congrès en évolution: conséquences pour la politique au Capitole

Walter J. Oleszek, Spécialiste senior, Congressional Research Service

Walter J. Oleszek met en lumière les caractéristiques du jeu électoral entourant les prochaines élections de mi-mandat le 6 novembre prochain. La question centrale est la suivante : est-ce que les démocrates vont tirer des gains électoraux significatifs d'un environnement politique défavorable aux républicains ? L'enjeu de ce pari est le contrôle de la majorité des deux Chambres du Congrès et la nomination de 36 des 50 gouverneurs des États de la fédération.

Même si la prédiction des résultats demeure une science risquée en raison de l'immense brassage d'influences, de forces et d'allégeances politiques d'une élection à l'autre, il n'en demeure pas moins que, lors des élections de mid-term d'un second mandat d'une même présidence, on a fréquemment observé dans l'histoire des pertes significatives pour le parti au pouvoir. Les raisons : la prise de décisions sur des inévitables sujets controversés et l'accumulation de problèmes d'envergure nationale non résolus.

L'Irak demeurera, avec le dossier de la sécurité nationale, un des principaux enjeux de l'élection. Les partis tenteront de capitaliser aussi sur les peurs des citoyens américains. Les républicains mettront l'accent sur la crainte des hausses de taxes et d'expansion de la bureaucratie fédérale, alors que les démocrates agiteront le spectre de la menace républicaine sur le système de sécurité sociale, stratégie plus particulièrement dirigée vers la tranche électorale importante des seniors.

Walter Oleszek croit qu'il est possible de faire un parallèle entre les élections de 2006 et celles de 1994 qui ont donné aux républicains la majorité au Congrès. Dans les deux cas, on observait un certain sentiment d'insatisfaction par rapport à la présidence. La différence avec l'administration démocrate de 1994 tient au fait que les républicains savent aujourd'hui qu'ils sont dans une situation électorale précaire dans certains districts clefs. Les deux formations politiques ne ménageront donc pas les efforts et les attaques pour le contrôle des majorités dans les deux chambres du Congrès.

La professionnalisation des campagnes électorales américaines

Paul Herrnson, Directeur, Center on American Politics and Citizenship, University of Maryland

Paul Herrnson nous expose le phénomène de la professionnalisation des campagnes électorales aux États-Unis. Débutant dans les années 1930 et se consolidant au cours des années 1960, le phénomène prend toute son ampleur aujourd'hui. Les professionnels des élections seraient essentiels à toute campagne victorieuse. Le niveau de professionnalisme des campagnes augmentant selon le poste convoité, les élections de mi-mandat de novembre 2006 seront d'un haut niveau d'organisation professionnelle.

Répartie entre des salariés à temps plein et des consultants politiques à contrat, les professionnels des élections formeraient une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de vendre des programmes politiques adaptés sur mesure au type d'électorat visé.

Ceux qui font carrière dans l'administration de la démarche électorale sont responsables de l'essentiel des activités stratégiques d'une campagne. Relations avec les médias et la presse, élaboration de l'agenda et du programme politique (quelles seront les issues mises de l'avant), financement, aspects juridiques et comptables sont les principales tâches dévolues aux professionnels des élections.

La professionnalisation des luttes électorales a ramené la fonction bénévole à une dimension plus modeste. Tâches routinières et campagne téléphonique massive resteraient du ressort des partisans bénévoles. Pour les élections de novembre 2006, Paul Herrnson estime qu'entre six et dix employés à temps plein par candidat sont nécessaires pour mener à bien une campagne. Les études de corrélations statistiques, que le panéliste a mené

durant plusieurs campagnes électorales, tendent à démontrer qu'un budget d'environ un million de dollars (pour les postes au Congrès), alloué exclusivement à l'embauche d'une équipe de 6 à 8 experts, est idéal pour atteindre un bon niveau de professionnalisme. L'engouement des candidats pour ces experts est fondé sur un lien évident entre le degré de professionnalisme et le nombre de voies récoltées lors du scrutin.

Le rôle de l'argent. Les budgets de campagne et l'avenir de la réforme de la loi sur le financement électoral
Ray La Raja, Professeur, Département de science politique, University of Massachusetts in Amherst

Ray La Raja explique l'importance des aspects financiers entourant les élections aux États-Unis. L'argent étant le nerf de la guerre, les partis politiques consacrent beaucoup de temps et d'énergie à la collecte de la manne financière. Ce sont les élections présidentielles qui engendrent les dépenses les plus importantes pour les partis. Celles-ci se chiffraient à environ 4 milliards pour les présidentielles de 2004, soit une somme moyenne de 20 \$ par électeur. Les élections de mi-mandat ne sont pas en reste, les estimations concernant novembre 2006 évaluent les dépenses des deux partis à 1.5 milliard de dollars. Le panéliste rappelle qu'il faut cependant mettre en perspectives ces dépenses dans le contexte publicitaire américain. Par exemple, General Motors consacre annuellement 4.4 milliards aux dépenses publicitaires, alors que le brasseur Anheuser-Busch consacre 500 millions pour la seule soirée du Super Bowl.

Les sommes dépensées par les partis ne sont pas investies uniformément sur la carte électorale. L'essentiel des fonds est alloué dans la quinzaine d'États ayant des allégeances incertaines, dit les battleground States. Les candidats d'un même parti ne disposent pas non plus des fonds équivalents pour mener leur campagne. Les leaders de parti, ceux étant pressentis pour briguer l'investiture présidentielle, les candidats risquant de perdre leur siège et les candidats ayant une possibilité de l'emporter sont les principaux bénéficiaires des fonds du parti.

Ray La Raja nous présente également l'influence des 527. Ces organisations à vocation politique, à but non lucratif et indépendantes des partis, (l'appellation 527 correspondant à leur code fiscal dans les rapports d'impôt, d'où elles tirent leur statut particulier) mènent à l'occasion des campagnes électorales leurs propres activités parallèlement à celles des partis politiques. Tentant d'influencer le débat selon leurs orientations idéologiques, à caractère local ou national, elles dépensent actuellement entre 300 et 400 millions pour les élections de mi-mandat.

Le panéliste conclut son allocution en présentant les trois différences fondamentales entre la conduite de campagnes électorales aux États-Unis et au Canada et qui font en sorte que les élections américaines sont beaucoup plus dispendieuses.

Les élections sont à dates fixes, les dépenses commencent donc plusieurs mois avant le scrutin.

Le candidat est au centre de l'élection : pour les élections au Congrès, il est difficile de consolider les dépenses autour d'un programme national, il faut mener une campagne particulière pour chaque candidat.

Le premier amendement impose peu de restrictions aux dépenses électorales

Les électeurs et les machines à voter. Les nouvelles technologies électorales et les bulletins de votes dans les élections au Congrès

Michael W. Traugott, Professeur, Communication Studies, University of Michigan

Michael W. Traugott présente la situation actuelle des techniques de votation aux États-Unis. Une des principales caractéristiques du système électoral américain réside dans l'absence d'organisme national central de supervision du processus électoral. La responsabilité de l'administration des élections est dévolue aux municipalités. Les ressources allouées aux activités entourant la tenue d'élections (formation des poll workers, achat et entretien de l'équipement et des systèmes informatiques, etc) dépendent de la situation financière des municipalités. Les ressources disponibles varient donc grandement d'un comté à l'autre.

Le panéliste précise qu'il n'y a pas qu'une élection aux États-Unis mais bien une série d'élections locales tenues en simultané et administrées selon différentes règles. Le résultat de cette situation donne un ensemble hétérogène de procédures techniques entourant la tenue des scrutins. On compte en effet 601 juridictions d'administration des élections différentes à l'échelle du pays.

Michael Traugott brosse ensuite un bilan de la situation actuelle. Les légendaires machines à levier seront progressivement remplacées en raison de leurs âges avancés et du manque criant de pièces de rechange. Les prévisions pour les prochaines élections présidentielles de 2008 laissent entrevoir une répartition du mode de scrutin selon la distribution suivante :

- 40% par le nouveau système informatique de votation le Direct Recording Electronic (DRE) ;
- 40% par un système de lecture optique de bulletins de vote ;
- 20%, soit par scrutin traditionnel sur papier (en Nouvelle-Angleterre seulement) ou soit par les machines à leviers encore opérationnelles.

L'implantation massive des deux systèmes de votation, le DRE et la lecture optique, a été entre autres rendue possible par l'implantation d'un programme fédéral d'aide aux administrations locales d'élection pour l'achat de matériels de votation informatique et le remplacement des machines à leviers devenues obsolètes.

M. Traugott rappelle que l'informatisation des systèmes de votation et, par le fait même, la privatisation de ceux-ci, a soulevé plusieurs questions quant à l'intégrité et à la sécurité informatique du processus démocratique de votation. Des cas de conflit d'intérêts parmi des candidats possédant des parts d'entreprise chargées du comptage des votes ont été relevés. La vulnérabilité des logiciels face au piratage informatique est aussi une problématique soulevée par le panéliste.

Les élections au Congrès et la politique intérieure

La « guerre culturelle » au Congrès. Comment les élections façonnent les enjeux moraux?

Juliana Menasce Horowitz, Chercheure au Pew Research Centre for the People & the Press

Qu'est-ce qu'une guerre culturelle? Essentiellement un affrontement entre fondamentalistes, qui prêchent une interprétation rigide des textes religieux et progressistes, guidés par la raison et l'expérience personnelle. Dans le contexte d'une politique publique, cela revient à questionner l'autorité légale avec laquelle peuvent être abordées les normes, pratiques et questions morales. Aux États-Unis, ce débat s'articule autour de questions clés : avortement, droit des homosexuels, place de la religion à l'école, droit à l'euthanasie, recherche sur les cellules souches, pornographie, profanation du drapeau, etc.

L'opinion publique s'avère très sensible à ces questions qui font directement appel aux valeurs culturelles et religieuses des individus et communautés. De même, l'enracinement « moral » de ces questions explique la stabilité de l'opinion publique sur ces sujets. Par exemple, les sondages sur la question de l'avortement indiquent une évolution minime des positions au cours des dix dernières années. Ainsi, la nature controversée et l'enracinement profond dans les systèmes de valeurs des électeurs des questions morales expliquent la timidité des politiciens à traiter de ces thèmes.

Néanmoins, le déroulement d'élections fait intervenir des facteurs qui tendent à rehausser l'importance accordée aux questions morales. Parmi ceux retenus, Mme Horowitz relève tout d'abord la motivation plus élevée des membres du Congrès à faire adopter des législations portant sur des enjeux moraux en période électorale. Inversement, son analyse souligne la probabilité plus faible que des commissions tiennent des audiences sur des questions morales. Finalement, les élections semblent jouer un rôle déterminant sur le vote et l'adoption de lois portant sur ces mêmes enjeux moraux étant donné la résonance médiatique propre aux périodes électorales.

L'analyse de la propension des membres du Congrès à promouvoir des questions morales démontre que celle-ci s'exerce principalement de manière préventive. En effet, nombre de représentants abordent ces questions au

cours de leurs campagnes de crainte que leur opposant ne fasse de ces questions leur cheval de bataille et s'en serve pour augmenter leur cote de popularité. Cela donne parfois lieu à des situations insensées : David Mcsweeney (Ill.), un représentant pourtant très conservateur, soumet en 1998 une loi rendant l'avortement illégal après un nouveau délai de 8 semaines, tandis que son challenger démocrate... l'accuse d'être pro-choix! Il apparaît également que les sénateurs font preuve de plus de sensibilité (et deviennent par le fait même plus susceptibles de soumettre une loi) à l'égard des enjeux moraux dans les deux dernières années de leur mandat alors que se profile une élection.

La tendance s'inverse lorsqu'il est question des auditions des commissions sur les questions culturelles durant une année d'élection. Cela s'explique notamment par la faible évolution de l'opinion publique sur ces questions, et du coup, par le faible intérêt que représente la mise sur pied de telles audiences. Il faut également ajouter à ces explications des facteurs d'ordres structurels. Par exemple, au Sénat, un parti minoritaire disposera de moins de temps pour parler, minant ainsi les probabilités que ce dernier mette de l'avant un comité d'audience.

Quant au vote, dernière étape du processus législatif, les rares projets à s'y rendre semblent bénéficier d'une conjoncture électorale favorable. Davantage couverte par les médias, cette étape de l'adoption d'une loi permet ainsi aux membres du Congrès d'augmenter leur visibilité. On remarque donc que la probabilité d'un vote portant sur des enjeux moraux augmente à la Chambre des représentants à mesure que se rapproche une élection.

Avec tout au plus une centaine de projets de loi portant sur les enjeux moraux sur les 10 000 adoptés par le Congrès chaque année, il apparaît clair que les premiers ne figurent pas parmi les priorités des membres de l'appareil législatif. Cependant, retenons que certaines conditions propres à la période électorale, notamment le traitement médiatique, modifient la manière dont la guerre culturelle s'inscrit à l'ordre du jour des parlementaires. À la fois plus susceptibles d'émaner des candidats en lice et d'être adoptés sous les feux de la rampe au Congrès, et moins sujets à des comités d'audience, les enjeux moraux modifient les perceptions et la manière d'agir des différents acteurs d'une élection au Congrès alors que l'opinion publique, elle, demeure inchangée.

L'impact des scandales sur les élections de mi-mandat

Donald Wolfensberger, Directeur, Congress project, The Woodrow Wilson International Center for scholars

À quelques semaines de la date butoir, le scandale entourant Mark Foley, un membre du Congrès accusé d'avoir échangé des courriels à caractère sexuel avec des stagiaires, place les républicains dans l'inconfort. Ce scandale constitue-t-il un tournant dans la campagne ou doit-il simplement être perçu comme un accident de parcours? Aux yeux de l'auteur, son importance demeure relative : elle ne fait que s'ajouter à divers éléments qui jouent sur la perception, plutôt négative, qu'ont les Américains de la politique nationale actuelle.

Pour démontrer sa thèse, Mr Wolfensberger insiste tout d'abord sur les principaux éléments qui alimentent les perceptions des électeurs. Si la corruption apparaît bel et bien au tableau des préoccupations des Américains, elle demeure néanmoins loin derrière les questions portant sur la guerre en Irak, le terrorisme, la sécurité intérieure ou l'économie nationale.

Il ne s'agit toujours que de perceptions, souligne Donald Wolfensberger, qui affirme que l'économie américaine se porte très bien malgré ce qu'indique l'opinion publique. Les faibles taux d'intérêt et le prix de l'essence relativement bas ne semblent cependant pas convaincre l'électorat qui persiste à croire (dans une proportion de 61 %) que « l'économie va mal ». Comment expliquer une telle anxiété? Cette perception, selon lui, est principalement faussée par le déplacement massif d'emplois outre-mer et des congédiements qui en découlent. Ainsi, une perception anormalement négative de l'économie, un des facteurs clés du vote, se résume par la boutade suivante : « une récession, c'est lorsque votre voisin perd son emploi, une dépression c'est lorsque ce voisin c'est vous. »

Quant à la faible importance des scandales politiques au sein de ce tableau, elle est en fonction d'un contexte politique particulier. Pour démontrer ce point, Wolfensberger relate les plus grands scandales à avoir secoué les membres républicains du Congrès. À cet égard, les cas les plus célèbres demeurent ceux de Tom Delay, Michael Brown et Jack Abramoff. Le scandale des pots de vin qu'aurait perçus Tom Delay porte un coup dur aux républicains, faisant tomber le leader à la chambre des représentants connu pour l'efficacité de ses plaidoyers. Quant à Michael Brown, l'ouragan Katrina met en évidence son incapacité à gérer des crises et force sa démission, non sans soulever l'ire de ses opposants qui dénoncent les dangers des nominations partisans.

Plus importants encore, les chiffres suivant le scandale des faveurs politiques entourant Jack Abramoff indiquent que les républicains auront de sérieux problèmes. Les médias qualifient même l'affaire du plus grand scandale en 135 ans. Comment expliquer qu'en dépit d'une telle couverture, l'affaire n'ait pas eu davantage d'incidence sur les intentions de vote?

Pour D. Wolfensberger, cela s'explique par le fait que les démocrates en sont eux-mêmes confrontés à leurs propres problèmes éthiques. Le cas de William Jefferson, chez qui ont été découverts 90 000 \$ dissimulés dans un congélateur, en est un exemple probant. La majorité des scandales ne sont cependant pas aussi imaginés et deviennent souvent très lourds à couvrir pour les journalistes chargés d'expliquer d'innombrables nuances à un public peu intéressé. La relative lassitude du public à l'égard de ces scandales explique également la faible variation dans les intentions de vote. Finalement, l'auteur précise que ces scandales n'impliquent toujours que quelques individus de la classe politique et qu'à défaut d'un complot à grande échelle, on ne peut s'attendre à des bouleversements d'ampleur équivalente de la part de l'électorat.

Ainsi résumés, les scandales — lorsqu'ils impliquent des parlementaires — ébranlent relativement peu la perception de l'électorat américain. La partie semble toutefois plus délicate en ce qui concerne l'élection à venir (2006) car les républicains doivent déjà négocier avec le climat défavorable qu'a engendré la gestion de l'administration Bush, notamment en ce qui a trait à l'économie et à la crise en Irak. Et comme le remplacement de Mark Foley survient relativement tard dans la campagne, on pourrait s'attendre à ce que ce siège soit perdu. Un siège de moins au cœur d'une élection qui s'annonce très serrée...

Les enjeux féministes et l'état de la représentation des femmes au Congrès : avenir sombre ou reluisant?

Georgia Duerst-Lahti, Professeur en science politique au Beloit College et membre du programme Women's and Gender Studies Program

En guise d'introduction, Georgia Duerst-Lahti relate les lieux communs qui entourent généralement la place des femmes au Congrès. Elle cite notamment la dichotomie fondée sur le sexe, et non le genre, entourant les questions politiques. Par exemple, on associe généralement le volet social de ces questions aux femmes et son penchant militaire aux hommes. De même, l'association entre femmes des valeurs de paix demeure une image forte, mais s'appuie-t-elle sur des preuves?

En outre, être femme et parlementaire représente le défi d'accomplir sa tâche à l'intérieur de structures et d'institutions essentiellement fondées sur le genre – faire le travail d'un homme – ce qui n'est pas sans frustrer les femmes au Congrès. L'électorat n'échappe pas à cette composante structurelle : il demande clairement plus de femmes élues, mais préfère voter pour un homme appartenant au parti auquel il se sent plutôt lié que pour son opposante.

Comment ces conditions affectent-elles l'accession à des sièges pour des femmes et quelles sont les perspectives pour l'élection en cours? La réponse est mitigée. D'un côté, il est observable que le peu de sièges en jeu (32 des 435 ouverts) vient s'ajouter aux composantes structurelles ancrées dans la tradition masculine et nuit à une percée massive des femmes sur ce plan. En revanche, l'auteur remarque que les conditions particulières de l'élection de 2006 favorisent l'investiture féminine. Reprenant ainsi ses premiers constats sur les clichés sur les présumés idéologiques des femmes, Georgia Duerst-Lahti note que ceux-ci ne peuvent qu'orienter la faveur populaire à l'avantage des femmes en lice. Les questions de santé et de sécurité sociale, le malaise entourant la

guerre en Irak et la crise de crédibilité qui découle des récents scandales poussent d'ailleurs les partis à revoir leurs stratégies, valorisant notamment les duels féminins au sein de nombreux États.

En somme, l'élection de cette année a la particularité pour les candidates d'opposer les barrières traditionnelles liées au passé masculin de l'institution politique à ses dérapages, eux aussi masculins. De la même manière, les candidates se voient aidées par les stéréotypes qui découlent de la conjoncture particulière dans laquelle s'inscrit cette élection... alors qu'elles souhaitent justement s'en défaire. Dans tous les cas, pas de grandes révolutions en vue, la principale conséquence de l'ajustement des partis à la présence des femmes consistant à les opposer les unes aux autres réduisant du même coup le nombre de femmes à accéder à un siège.

Les élections Congrès et la politique étrangère

Les lobbies, les électeurs et les élections au Congrès
Jim McCormick, Professeur, Iowa State University

Alors que les questions de l'Irak et du terrorisme ont fait de la politique étrangère un des sujets les plus importants pour les élections au Congrès de 2006, Jim McCormick aborde quatre principaux thèmes entourant les groupes d'intérêts et le Congrès : le changement de rôle des groupes d'intérêt dans le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine, les groupes d'intérêt les plus importants, les mécanismes utilisés par ces derniers pour influencer les élections et les prévisions pour les élections de l'année 2006, et l'impact de ces groupes sur la politique étrangère américaine.

En ce qui a trait au rôle des groupes d'intérêts, McCormick explique que la vision traditionnelle du rôle des lobbies ne leur attribuant que peu d'influence a changé au cours des trois dernières décennies. Divers éléments ont mené à ce changement : la guerre du Vietnam, les réformes au Congrès, un accroissement des sujets considérés comme relevant du spectre de la politique étrangère et un réalignement idéologique des partis politiques en matière de politique étrangère. Ces facteurs ont donc permis aux groupes d'intérêt de jouer un rôle plus actif dans le processus d'élaboration de la politique étrangère.

Selon le panéliste, les deux groupes d'intérêts les plus influents en terme de politique étrangère — les groupes ethniques et économiques — réussissent à affecter la politique étrangère de la sorte en raison de l'intensité de leur engagement et de la solide organisation de ces groupes, qui sélectionnent leurs demandes ayant trait à la politique étrangère. Les groupes d'intérêts engagés par des pays étrangers forment quant à eux un troisième groupe. Actifs surtout depuis la fin de la Guerre froide, leur champ d'action s'étend au-delà du domaine diplomatique. Finalement, les groupes à caractère religieux et humanitaire et les single issue lobbies sont deux autres types de groupes d'intérêts dont les activités peuvent avoir pour but d'influencer la politique étrangère américaine. Plus particulièrement, les single issue lobbies seront particulièrement importants pour les élections de 2006 puisqu'ils exercent une influence importante dans les États ou les districts dans lesquels ils concentrent leurs activités.

Divers mécanismes sont utilisés par les groupes d'intérêts pour exercer une influence sur les votes. La collecte de fonds et la publicité en sont quelques exemples. Les lobbies exercent également une influence sur le vote des électeurs et, plus particulièrement, attribuent ou minent la crédibilité des candidats en les présentant comme étant du bon ou du mauvais côté sur un sujet particulier.

Pour les élections 2006, McCormick croit que l'environnement électoral joue à l'avantage des démocrates alors que les républicains se sentent plutôt en sécurité pour la question du terrorisme. Il conclut en prédisant que les démocrates auront le contrôle sur la Chambre des représentants mais qu'il sera plus difficile pour eux d'avoir la majorité au Sénat où douze sièges sont disputés.

Le récent débat au Congrès sur l'immigration illégale. Ce qui a été dit et fait au Capitole et comment cela influencera les élections en 2006

William Beach, Directeur, Center for Data Analysis, The Heritage Foundation

William Beach rappelle d'emblée que l'immigration, important sujet qui anime les États-Unis, a mené des centaines de milliers de personnes à marcher dans les rues de plusieurs villes américaines. De plus, le débat a non seulement divisé républicains et démocrates, mais également les républicains entre eux. C'est d'ailleurs un des effets de la problématique de l'immigration : elle bouleverse les politiques américaines alors que, paradoxalement, elle met en lumière une certaine compatibilité des attitudes des Américains de souche.

L'enjeu de l'immigration — plus particulièrement l'immigration hispanique — remodèle les politiques républicaines et démocrates. Ces partis sont bousculés de façon inattendue, notamment en raison de la cohésion qu'acquiert en ce moment le mouvement « latino ». Plus précisément, le parti républicain est divisé entre les conservateurs « économiques » et les conservateurs « sociaux ». Du côté démocrate, le problème majeur vient de la déception des communautés hispaniques qui considèrent que les démocrates ont échoué à établir des politiques adéquates face à l'enjeu immigratoire.

Lorsque l'on évalue les grands débats qu'a connus l'histoire américaine (entre 1880 et 1930, au cours de la 2^e Guerre mondiale et aujourd'hui, entre 2000 et 2006), on relève une compatibilité dans l'attitude des Américains et des partis politiques. Plus particulièrement, les sondages démontrent que les Américains ont, en 2006, sensiblement la même position qu'en 2000 face à l'enjeu de l'immigration. En étudiant les différents sondages couvrant cette période, les politiciens constatent que la question de l'immigration est considérée pour beaucoup de citoyens comme étant essentiellement de nature économique. Selon William Beach, cela s'explique, entre autres, par la récession, qui rend les Américains anxieux de perdre leur emploi, et par la mondialisation, laquelle est synonyme pour les Américains d'arrivées d'étrangers.

Par contre, dans les régions où la population immigrante n'est pas significative, William Beach croit que ce ne sont des questions ni économiques ni institutionnelles qui se trouvent à la base du débat sur l'immigration mais plutôt un éveil des Américains. Les Américains chrétiens notent les changements culturels qui s'opèrent dans le pays et les rejettent. Selon eux, les immigrants sont à blâmer pour ces changements. Le débat sur l'immigration est donc largement abordé au Congrès, car la Chambre et le Sénat y voient un sujet alliant les questions économiques, institutionnelles et culturelles. C'est un sujet qui fait appel aux valeurs des Américains et c'est sur ce point que se joue l'élection.

Le panéliste souligne qu'il y a en ce moment un duel entre les républicains et les démocrates sur ce sujet, et que la bataille n'est pas près de se terminer. Les élections pourraient changer les membres en raison des bons ou mauvais calculs des deux partis : il y a une portion des deux partis qui considère que leur parti n'a pas fait son travail et les groupes hispaniques considèrent que les républicains et les démocrates n'ont pas réussi à aborder efficacement l'enjeu de l'immigration.

William Beach conclut en insistant sur l'importance de regarder au-delà des élections de novembre 2006. Il croit que pour les prochaines années, l'immigration fera une différence importante, et qu'un réalignement significatif et une augmentation de la participation des hispaniques auront lieu.

L'Irak et les élections de 2006

Frédéric Gagnon, Chercheur, Observatoire sur les États-Unis

Soulignant que le contexte électoral post-11 septembre fut bouleversé par les questions du terrorisme et de l'Irak, Frédéric Gagnon estime que les élections au Congrès ont lieu dans un contexte où ces deux questions sont des enjeux nationaux dominants. Le panéliste brosse un portrait de l'importance de la question de l'Irak au Congrès à travers une présentation de la position des électeurs sur le sujet, de la stratégie des deux partis et de l'impact plus ou moins négatif que pourrait exercer l'enjeu sur les élections.

Selon les statistiques du PEW Research Center, 25 % des Américains croient que la question de l'Irak est l'enjeu national le plus important. Parmi ces 25 %, la majorité sont des électeurs d'allégeance démocrate. De plus, on dénote un pessimisme auprès des Américains quant à la situation en Irak qui, selon Frédérick Gagnon, n'ira qu'en augmentant suite à la publication du rapport de la communauté du renseignement (National Security Estimate). Par contre, les sondages démontrent que les électeurs sont très divisés sur le succès ou non des politiques américaines en Irak. Cette division se reflète également dans la marche à suivre en Irak : 47 % considèrent qu'il faut garder les troupes contrairement à 48 % qui considèrent qu'il faut les ramener. Finalement, contrairement aux élections de 2002 et 2004, les républicains n'emportent la confiance des électeurs que sur la question du terrorisme. Ainsi, sur la question de l'Irak, 40 % des Américains croient que les démocrates seraient les meilleurs pour diriger le dossier. Il y a donc beaucoup de mécontentement envers la politique de George W. Bush.

La stratégie des démocrates est alors de marteler l'idée que Bush a commis des erreurs en Irak. Quant aux républicains, de façon surprenante, ces derniers n'hésitent pas à mettre de l'avant l'enjeu de l'Irak. Selon Frédérick Gagnon, les républicains essaieraient donc de recycler la stratégie de 2002-2004 en retournant le problème au désavantage des démocrates : ils soutiennent l'idée que ces derniers tournent le dos aux défis internationaux se présentant aux États-Unis.

Frédérick Gagnon considère que même si tout porte à croire que l'enjeu de l'Irak aura un impact négatif sur l'issue des élections, des facteurs atténuent néanmoins cet effet négatif. Premièrement, les démocrates utilisent une piètre stratégie : la plateforme électorale des démocrates est muette sur les options proposées aux politiques de Bush et les principaux démocrates sont divisés sur la marche à suivre. Avec cette stratégie, ces derniers ont donc l'appui des électeurs qui sont contre la guerre, mais sont incapables d'aller chercher davantage de votes car ils n'offrent aucune alternative. Deuxièmement, le terrain de jeu électoral où il serait possible pour les démocrates d'amasser des gains est très restreint. Ainsi, dans les 40 courses qui seront chaudes à la Chambre des représentants, plusieurs des sièges appartiennent à des républicains dans des régions où les électeurs sont favorables à la guerre. Parallèlement, au Sénat, dans les 9-12 courses serrées, l'Irak sera un enjeu important mais non le seul. Troisièmement, à la Chambre des représentants, peu de ces courses compétitives sont avant tout déterminées par l'enjeu de l'Irak alors que plusieurs d'entre elles se jouent sur des enjeux locaux. La situation est différente au Sénat mais, même dans les courses où l'Irak est le sujet dominant, Frédérick Gagnon croit que l'impact négatif de l'Irak n'aura pas l'effet escompté pour les démocrates.

Le Congrès, les élections au Congrès, le Canada et le Québec

Qui aller voir? Comment les gouvernements canadien et québécois peuvent-ils influencer les décisions au Congrès?

Ariel Delouya, Directeur, Direction de la recherche sur les politiques, Affaires étrangères Canada

La présentation de M. Delouya visait à expliquer les stratégies utilisées par le gouvernement fédéral afin de faire valoir les intérêts du Canada au Capitol Hill, au Congrès américain. L'élément clé de l'argumentation de M. Delouya était ce qu'il a appelé le « strategic advocacy ». Cette stratégie vise à exercer des pressions sur les personnes concernées afin d'orienter les prises de décisions en fonction des intérêts du Canada. Pour ce faire, il s'agit de maximiser l'utilisation des outils et des atouts dont bénéficie la position canadienne.

Tout d'abord, la stratégie consiste à encadrer le contexte de ces relations à travers de multiples points de contacts. (Congrès, think-tanks, chambres de commerce, etc.) Il s'agit également de maintenir une bonne architecture relationnelle de manière à pouvoir maximiser l'influence sur la politique publique, tout en prenant compte de l'influence croissante des médias. De plus, les désaccords (Iraq, bois-d'œuvre, etc.) ne doivent pas ternir la conduite généralement positive des relations entre le Canada et les États-Unis.

Pour ce faire, le Canada doit capitaliser sur la position privilégiée de son ambassade à Ottawa. À travers leurs relations avec les congressistes, les acteurs canadiens doivent être en mesure de bien cerner leurs problèmes, d'identifier les points de contacts adéquats, de rencontrer les personnes concernées et d'utiliser des faits et des données précises visant à démontrer les impacts escomptés.

M. Delouya a utilisé les exemples du Western Hemisphere Travel Initiative, de l'affaire du Devil's Lake et de la vache folle afin d'illustrer ses propos. Finalement, M. Delouya a insisté sur la nécessité de choisir ses batailles et sur les avantages du « issue by issue advocacy ».

La coopération de sécurité dans l'Arctique

Franklyn Griffiths, Professeur, Département de science politique, Université de Toronto

La présentation de M. Griffiths visait essentiellement à analyser la problématique entourant le statut de l'Arctique, les délimitations du territoire canadien, la souveraineté de ce dernier sur le Northwest passage et sur les prétentions américaines le concernant. Selon lui, même si la question entourant l'Arctique concerne essentiellement l'exécutif et le militaire américain, rien n'empêche que celle-ci se fraye un jour un chemin jusque dans les débats du Congrès. Selon M. Griffiths, la problématique de l'Arctique englobe des considérations environnementales, commerciales, mais surtout sécuritaires.

Tout d'abord, il souligne que la souveraineté du Canada en Arctique est avant tout une préoccupation du Canada anglais car, contrairement aux francophones qui, dans leur imagination, perçoivent le nord canadien comme s'étendant jusqu'à la Baie d'Ungava, les anglophones considèrent que le Canada s'étend jusqu'au pôle Nord.

Cependant, M. Griffiths souligne qu'il est imprudent de vouloir exacerber ce différend entre les États-Unis et le Canada. Imprudent, car le fait d'affirmer sa souveraineté sur le Northwest passage, d'acheter trois brises glaces militaires afin de patrouiller la région, implique nécessairement que nous sommes prêts à défendre ce territoire ; même contre un sous-marin nucléaire américain.

L'analyse de M. Griffiths démontre plutôt que la question de l'Arctique, au menu des conservateurs de M. Harper, tient plutôt d'une situation instrumentalisée. Alors que M. Harper est perçu comme pro-américain, la question de l'Arctique lui permettait de s'afficher plus modéré.

Pour conclure, M. Griffiths préconise plutôt une coopération entre les États-Unis et le Canada afin de sécuriser ce territoire. Cette coopération serait, selon lui, la solution respectant les intérêts des deux pays. Il s'agira de négocier afin de gagner le plus d'avantages possible que ce soit au niveau environnemental, commercial ou sécuritaire.

Les passeports et la sécurité frontalière : l'impact de la Western Hemisphere Travel Initiative sur le tourisme et l'économie canadienne

Mark Salter, Professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa / Professor, School of Political Studies, University of Ottawa

Les incertitudes quant aux répercussions de l'implantation prochaine du Western Hemisphere Travel Initiative (WHTI) sur le tourisme et l'économie, à la fois canadienne et américaine, méritaient que l'on se penche davantage sur ce sujet. Selon M. Salter, et comme le titre de son exposé l'indique « Shoveling the clouds », le WHTI n'atteindra pas les résultats escomptés.

Le thème central de la présentation de M. Salter concernait les stratégies de gestion de risque reliées au WHTI, ainsi que leurs conséquences sur le Canada. Il a identifié quatre stratégies à la base de son argumentation : 1) La délocalisation de la frontière ; 2) La convergence de l'immigration dans des endroits écartés (remote areas) ; 3)

La surveillance générale de la population ; et 4) L'utilisation de la technologie afin d'amasser le plus de données possibles dans le but d'établir des profils schématiques.

Selon l'analyse de M. Salter, aucune de ces stratégies ne permettrait vraiment de s'attaquer au problème de l'immigration illégale et du passage des terroristes. Il existerait un problème au niveau de la mise en place de ces profils. Par association, on pourra réunir de l'information sur une personne ayant côtoyé directement ou indirectement une « personne à risque », sans que ce lien ne soit nécessairement justifié. De plus, le WHTI ne répond pas adéquatement au problème du « clean terrorist », qui réussit à se prémunir de pièces d'identité en règle avant de se procurer son passeport ou sa carte d'identité biométrique. M. Salter mentionne également le caractère peu fiable de cette technologie biométrique dû à sa relative nouveauté. Au niveau des actions entreprises contre l'immigration illégale, M. Salter remarque que les techniques voulant limiter l'entrée de ces personnes ne feront qu'augmenter le nombre de décès, étant donné que nous allons les diriger vers des endroits de plus en plus hostiles.

Ainsi, selon le conférencier, il y aurait donc un nouveau dilemme politique local/national que l'auteur appelle « clôturer ma cour » (Fence my backyard). Il existe un effet d'entraînement où il s'agit de s'afficher comme étant sévère contre le terrorisme tout en ne subissant pas trop de conséquences politiques. Une initiative comparable au WHTI est la barrière américo-mexicaine, qui fut voté dans la résolution H.R. 6061, The Secure Fence Act. Pour M. Salter, il s'agit de substituer à une compréhension approfondie des phénomènes de l'immigration illégale et de la mobilité transfrontalière des terroristes.

Ainsi, l'auteur conclut que le WHTI ne permettra que de rassembler davantage d'informations sur la majorité des voyageurs dans la norme et sans mauvaises intentions, sans que le système ne nous permette de capturer les gens dont les papiers sont en règle, mais qui sont dangereux. M. Salter va même plus loin en mentionnant que le WHTI pourrait n'être qu'un contrepoids à la barrière se construisant à la frontière mexico-américaine par soucis de justification. Le conférencier prône plutôt une bonne communication, une meilleure prévention et une meilleure éducation sur les risques encourus au lieu d'une limitation de la mobilité des voyageurs.

Les principales courses de 2006 à surveiller pour le Québec

Éric Marquis, Directeur, Bureau du Québec à Washington, Ministère des relations internationales du Québec

La présentation de M. Éric Marquis visait, entre autre, à expliquer les relations que le Québec entretient avec les États-Unis. Selon lui, il est important de prendre en compte deux considérations principales : la convergence de la politique intérieure et extérieure (intermestic politics), ainsi que l'asymétrie des vecteurs d'influence.

Ainsi, la promotion et la défense des intérêts québécois aux États-Unis doivent se faire à travers trois principales stratégies. Premièrement, l'approche régionale, qui consiste à établir des liens avec des régions partageant des intérêts communs avec le Québec ou avec une proximité régionale (ex : New-York). Deuxièmement, à Washington, il s'agit de travailler à créer des liens (notamment avec le Congrès), via le Bureau du Québec. Finalement, les nouvelles approches consistent à cibler des dossiers, construire des coalitions solides, capitaliser sur les contacts en leur montrant comment les conséquences peuvent les affecter, etc.

M. Marquis s'est penché sur les enjeux des prochaines élections pour le Québec. Il a effectué une analyse en profondeur des différentes courses aux États-Unis dans les élections de gouverneurs, ainsi que pour celles au Congrès.

Pour le Québec, l'importance des élections des gouverneurs se situerait surtout dans la région du Nord-Est et du Midwest. Les courses à surveiller dans le Nord-Est seraient au Vermont, au Massachusetts, au Rhode Island, à New York et en Pennsylvanie. Dans le Midwest, il faudrait surveiller l'Ohio, le Michigan et l'Illinois.

Au Congrès, M. Marquis affirme que le scrutin s'annonce très serré, et ce, à l'échelle nationale. À la Chambre des représentants, les démocrates doivent gagner 15 sièges afin d'obtenir la majorité et 6 au Sénat. Il existe environ entre trente et quarante courses compétitives à la Chambre des représentants et une douzaine au Sénat.

M. Marquis conclut que plusieurs dénouements potentiels se présentent : le maintien de la majorité républicaine, une Chambre démocrate, un Sénat républicain ou vice-versa, ou une nouvelle majorité démocrate au Congrès. Ces scénarios auront de grands impacts sur le fonctionnement du Congrès, pour l'administration Bush, sur les relations Québec/États-Unis, ainsi que sur les présidentielles de 2008.

Le dénouement des élections de novembre 2006 aura des répercussions sur les alliances qui ont été développées et sur les stratégies à adopter par la suite. En certains endroits, il s'agira de créer de nouveaux liens, de resensibiliser les nouveaux arrivants aux enjeux touchant les intérêts du Québec.